

RFA, la montée de l'extrême droite : les Republikaner

ADOLF KIMMEL

« La nouvelle vague » de l'année 1989

L'année du quarantième anniversaire de la RFA a été marquée par une montée aussi spectaculaire qu'inattendue de l'extrême droite. Après le feu de paille du Parti néo-nazi SRP au début des années 50 (le SRP fut interdit par la Cour constitutionnelle, le 23 octobre 1952) et les succès électoraux inquiétants du NPD entre 1966 et 1969 (son échec aux élections au Bundestag, le 28 septembre 1969, marquait le début d'un déclin rapide), c'est la troisième fois que l'extrême droite devient une force politique et électorale qu'il n'est plus possible d'ignorer.

Si les « vieux » partis de l'extrême droite — notamment la DVU et le NPD — continuent à exister, la « nouvelle vague » est représentée par un parti nouveau : le Parti des Republikaner (républicains). C'est le 27 novembre 1983 que ce parti fut fondé par deux anciens députés de la CSU, en révolte contre la politique, jugée trop opportuniste, de Franz Josef Strauß vis-à-vis de la RDA, et par un journaliste auteur de livres, Franz Schönhuber, un ancien de la Waffen-ss. Après des querelles entre les trois leaders ce dernier devient, en 1985, seul chef du parti. En octobre 1986 les Republikaner font leur entrée, tout de suite assez remarquable, sur la scène électorale : aux élections régionales en Bavière ils gagnent 3 % des voix, essentiellement aux dépens de la CSU. Mais des échecs dans d'autres régions en 1987 et 1988 on pouvait conclure qu'il s'agissait d'une « spécialité » purement bavaroise, sans impact au nord de la fameuse « frontière » du Main. L'origine bavaroise de Schönhuber et son incontestable popularité, fondée sur une série d'émissions à la télévision bavaroise, étaient considérées comme une explication suffisante.

Des élections régionales ont lieu à Berlin-Ouest, le 29 janvier 1989. En obtenant, à la surprise générale, 7,5 % les Republikaner fêtent leur entrée triomphale au parlement régional. Aux élections municipales en

Hesse, le 12 mars 1989, le parti confirme là où il se présentait le succès berlinois. (A Francfort, c'était le NPD qui, en l'absence des Republikaner, obtenait 6,6 %.) Les élections européennes du 18 juin leur apportaient leur premier succès lors des élections générales : avec 7,1 % ils franchissaient de nouveau et sans problèmes la barre des 5 % et faisaient même mieux que le FDP. Deux aspects de ces élections sont à signaler : Lorsqu'elles entrent en concurrence avec les Republikaner, la DVU et le NDP, plus à droite que le Parti de Schönhuber, sont presque écrasés (1,6 %). L'analyse géographique révèle une différence très nette entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud. La Bavière (14,6 % !) et le Bade-Wurtemberg (8,7 %) apportent plus de la moitié des voix pour un tiers seulement de l'électorat. Même si leur succès n'est pas limité à la Bavière, celle-ci constitue leur fief. La mort de Strauß, le 2 octobre 1988, y est pour quelque chose car il avait réussi à retenir cette frange de l'électorat toujours séduite par les mots d'ordre de l'extrême droite. De plus, Schönhuber possède sans doute plus de dons populistes et démagogiques que les successeurs du tribun bavarois disparu.

Finalement, aux élections municipales du 1^{er} octobre en Rhénanie du Nord - Westphalie, région jugée particulièrement difficile pour l'extrême droite (seulement 4,1 % pour les Republikaner aux élections européennes) Schönhuber et ses amis réalisaient des résultats plus qu'honorables. Dans beaucoup de grandes villes, surtout industrielles, dans lesquelles ils affrontaient les électeurs, les Republikaner obtenaient plus de 5 %. Ainsi ils font leur entrée dans les conseils municipaux de Cologne, Dortmund, Düsseldorf, Gelsenkirchen, Leverkusen, etc.

Tous ces succès électoraux vont donner à l'extrême droite l'élan nécessaire avant l'importante année électorale 1990 (plusieurs élections régionales et municipales, élections au Bundestag en décembre 1990). De plus, grâce à leur succès aux élections européennes les Republikaner peuvent prétendre à la subvention importante que l'Etat accorde aux partis. Les 16 millions de Deutsche Marks qu'ils peuvent encaisser seront fort utiles pour développer leur appareil de parti, encore assez rudimentaire notamment en Allemagne du Nord.

Quelles sont donc les causes de ces succès retentissants ? Qui vote pour ce parti ? Comment se présente son profil idéologique ? Quelles sont et seront les conséquences sur la politique et le système politique de la RFA ? Quelles perspectives s'ouvrent un an avant les élections législatives ?

Les causes de la montée de l'extrême droite

Il est bien possible que, sur la base d'un système électoral proportionnel, un système de partis comme la RFA l'a connu entre 1957 et 1983 — deux grands partis alternent au pouvoir, le petit Parti FDP faisant la balance et décidant ainsi qui des deux, CDU/CSU ou SPD, gouvernerait — constitue l'exception, un système de partis plus fractionné et dont fait

aussi partie un parti d'extrême droite étant la situation normale. Encore faut-il expliquer pourquoi, d'abord avec la percée des Verts et maintenant avec la montée des Republikaner, cette situation « exceptionnelle » devient, dans les années 80, la situation « normale ».

Une explication purement économique n'est pas convaincante. L'extrême droite est forte dans des régions et villes qui connaissent des situations économiques difficiles, mais aussi — et même surtout — dans des régions prospères (Bavière, Wurtemberg, Francfort...). Surtout on ne saurait prétendre qu'une crise économique sévit dans la RFA d'aujourd'hui, comparable à la récession des années 60 et qui avait à l'époque fortement favorisé le NPD. Mais il est vrai que la prospérité ne profite pas à tous. Dans la société allemande il y a un nombre non négligeable de gens qui sont plutôt les victimes du progrès technique et de la modernisation économique. Beaucoup d'entre eux ont l'impression d'être abandonnés par les responsables politiques. D'autres se sentent désorientés par la mutation rapide de la société, en éprouvent une peur diffuse ou craignent une régression sociale. Si l'on ajoute à cela des carences certaines (crise du logement dans les centres urbains) et des décisions controversées du Gouvernement fédéral (réforme de santé surtout), on comprend que, notamment dans des milieux modestes, il y a un climat de mécontentement qui peut être exploité par une démagogie habile et facile. Il suffit de condamner en bloc les partis « établis », tenus tous plus ou moins responsables pour cet état de chose et effectivement assez impopulaires, et de nommer un bouc émissaire concret (en l'occurrence l'étranger).

A côté de ces facteurs économiques et sociaux il faut mentionner des motifs politiques et idéologiques. Toutes les analyses concordent sur le fait que depuis quelques années le degré d'identification avec les partis politiques a diminué sensiblement et que l'électorat est devenu plus mobile. La dissolution progressive des milieux sociaux homogènes en est à l'origine, mais aussi une normalisation politique de la RFA. Avec la détente entre l'Est et l'Ouest la RFA peut, jusqu'à un certain point, s'évincer, même à l'égard de la puissance protectrice, les Etats-Unis ; elle peut plus tenir compte de ses « intérêts nationaux ». L'anticommunisme et une orientation occidentale inconditionnelle ne suffisent plus à la CDU/CSU pour tenir sa clientèle. Après quarante ans d'existence la démocratie de Bonn paraît suffisamment solide et les souvenirs à la République de Weimar assez effacés pour que les citoyens se montrent plus sourds aux appels à ne pas répéter l'expérience malheureuse de cette République, d'éviter notamment l'éparpillement en un grand nombre de partis. Cette double évolution, extérieure et intérieure, est favorisée et amplifiée par un changement de génération.

De plus, on ne peut pas passer sous silence un affaiblissement de certains tabous quant au passé nazi. La « querelle des historiens », déclenchée en 1986 et qui portait essentiellement sur la singularité — ou non — du nazisme et de ses crimes (surtout l'extermination des juifs) a joué à cet égard un rôle important. Sur le plan politique c'était Strauß qui a

été le plus net en exigeant de s'émanciper enfin de ce passé (aus dem Schatten Hitlers heraustreten). Le renouveau du débat sur la réunification et l'insistance avec laquelle on exige « le droit à l'unité » sont aussi à mettre en rapport avec cette nouvelle attitude à l'égard de l'histoire récente.

Enfin un fait plus banal joue un rôle qu'on ne saurait surestimer : de la même façon que la présence du SPD au Gouvernement et sa politique modérée ont contribué fortement à la naissance des Verts, de la même façon la présence de la CDU/CSU et sa politique également modérée — dans les deux cas rendue inévitable par la coalition avec le FDP — ont favorisé le développement des Republikaner. Les deux grands partis, surtout quand ils exercent les responsabilités gouvernementales, ne sont plus capables de garder leurs fractions « fondamentalistes ». Ainsi, la déception qu'a causée chez certains le fait qu'il n'y a pas eu de véritable tournant après l'arrivée au pouvoir de la CDU/CSU en 1982 (dans la politique à l'égard de la RDA, dans le problème de l'avortement, etc.) a fait l'affaire des Republikaner.

Qui vote pour les Republikaner ?

Il est encore trop tôt pour faire une analyse sociologique poussée de l'électorat des Republikaner, mais on dispose déjà d'assez d'indications et même de chiffres pour dessiner au moins les contours d'un profil sociologique.

Tout d'abord les Republikaner sont un parti fort masculin : près des deux tiers de leurs sympathisants sont des hommes. (Sans doute, la conception du rôle de la femme dans la société, qu'on trouve dans le programme du parti n'est pas de nature à attirer beaucoup d'électrices !) Ensuite c'est un parti jeune : il fait beaucoup mieux parmi les moins de vingt-cinq ans que parmi les électeurs d'âge mûr. Par contre, les plus âgés — plus de soixante ans — lui sont aussi de plus en plus favorables. Les succès du parti dans les quartiers populaires de Berlin-Ouest et dans certaines villes industrielles de la Ruhr indiquent que le parti recrute beaucoup dans les couches sociales inférieures : d'après les sondages plus de la moitié de ses électeurs sont des ouvriers, deux tiers n'ont qu'un niveau d'éducation primaire (*Hauptschulabschluss*). Schönhuber n'a donc pas tort s'il prétend d'être le leader d' « un parti de gens modestes ».

Les électeurs des Republikaner viennent surtout de la CDU/CSU — plus de la moitié —, du SPD — un cinquième au moins — et des abstentionnistes. Le fait que les Republikaner prennent la plus grande partie de leurs électeurs à un parti « bourgeois » n'est pas en contradiction avec la position sociale plutôt modeste de la majorité des Republikaner car beaucoup de ces transfuges de la CDU/CSU appartiennent à un électorat populaire et protestataire. A Berlin-Ouest par exemple ils ont quitté au début des années 80 le SPD, parti au Gouvernement, mais il apparaît maintenant que leur vote pour la CDU n'était qu'un passage vers le nouveau parti populiste d'extrême droite.

Idéologie et programme politique des Republikaner

Le programme du parti date de l'année 1987 et il est à beaucoup d'égards incomplet, vague et confus. Ainsi il n'est pas possible d'y discerner une orientation claire de sa politique économique, sociale ou écologique. Même si l'actualisation du programme n'est pas encore terminée, les discours et documents électoraux permettent un certain nombre d'observations concernant notamment la politique extérieure, le problème des immigrés et leur attitude à l'égard de la démocratie.

Pour les Republikaner « le problème allemand », la réunification, prime tous les autres buts politiques. Même l'appartenance de la RFA au camp occidental, à l'Alliance atlantique doit être mise en question si elle s'avère être un obstacle au rétablissement d'un Etat national allemand. Il va de soi qu'il faut exiger les frontières de 1937 pour cette nouvelle Allemagne : deux tiers des Republikaner ne veulent pas accepter la frontière Oder-Neiße contre seulement un tiers de toute la population. La priorité absolue qui est due à la réunification détermine l'attitude tiède ou franchement négative à l'égard de l'unification européenne. Si l'on dit en principe « oui à l'Europe », la déclaration avant les élections européennes précise que « la dissolution » de la RFA « dans une Union européenne supranationale, dotée d'une souveraineté propre » serait incompatible avec la réunification. Par conséquent, leur slogan électoral était « non à cette Europe ». Ils refusent le Marché commun prévu pour 1992 car il mettrait en danger la stabilité monétaire, il risquerait d'aggraver le chômage et il faciliterait surtout l'importation de la criminalité. Finalement, le national-neutralisme des Republikaner, fortement teinté d'anti-américanisme, va à l'encontre de l'orientation fondamentale de la RFA depuis ses débuts.

Un autre point fort du discours politique des Republikaner constitue le problème des travailleurs immigrés et le droit d'asile. Pour les travailleurs immigrés ils proposent « le système suisse de la rotation » qui ne prévoit que des contrats de travail temporaires et qui rendrait donc possible d'expédier les immigrés dans leur pays d'origine quand on le souhaite. On ne veut pas permettre aux familles de ces travailleurs qu'elles les suivent, on veut leur « fermer » la Sécurité sociale allemande et ils n'auraient pas le droit de vote, même pas communal. Le droit d'asile doit être accordé d'une façon beaucoup plus restrictive. Les sondages confirment encore plus nettement que les Republikaner sont, malgré les démentis d'un Schönhuber, un parti xénophobe et même raciste.

Est-ce qu'il s'agit d'un Parti démocratique ? Les Republikaner sont trop habiles pour se prononcer ouvertement contre la démocratie ou l'Etat de droit et encourir ainsi l'interdiction par la Cour constitutionnelle. Mais ils paraissent avoir une conception un peu particulière de la démocratie. S'ils sont, d'une part, majoritairement mécontents de la démocratie de la RFA — 65 % contre 33 % de toute la population —, ils estiment d'autre part que ce qui est important c'est moins qu'il y ait une démocratie

et non une dictature, mais que « l'Allemagne soit gouvernée par un leader d'une main ferme et dans l'intérêt de tous » ! Le programme de 1987 contient des tendances nettement antipluralistes (par exemple sur les médias). L'Etat doit imposer le « salut public » — une notion qui revient fréquemment — contre les intérêts particuliers ou les vœux des citoyens. La démocratie des Republikaner est une démocratie autoritaire, fort peu libérale et assez inquiétante pour ceux qui ne partagent pas leurs opinions.

Les Republikaner et Schönhuber lui-même dans son best-seller *Ich war dabei*, dans lequel il raconte sans repentir son engagement dans la Waffen-SS, donnent une version édulcorée, souvent même apologétique du III^e Reich. Ils mettent même en doute la responsabilité de l'Allemagne hitlérienne pour le déclenchement de la seconde guerre mondiale et ils méprisent les résistants du 20 juillet 1944. Ils ne veulent plus analyser l'histoire de cette époque uniquement sous un aspect criminel, mais préserver l'élément valable du nazisme, l'idée de la communauté du peuple (*Volksgemeinschaft*). Malgré cette vision contestable du passé et quelques traces de l'idéologie nazie dans le programme des Republikaner (rôle de la femme !) on ne saurait les qualifier de Parti néo-nazi. C'est un parti populiste, nationaliste, xénophobe, autoritaire, c'est la variante allemande du Front national auquel « il ressemble comme un frère » (*Le Monde*).

Les conséquences sur la politique allemande et les perspectives

Evidemment la démocratie allemande n'est pas menacée plus directement par les Republikaner que la démocratie française ne l'est par le Front national. Mais la montée de l'extrême droite a déjà eu des effets importants sur la vie politique allemande et aura peut-être encore des conséquences qui risquent d'être sérieuses.

Une participation des Republikaner au Gouvernement au niveau fédéral paraît exclue même si, après les élections de 1990, la CDU/CSU pourrait avoir besoin d'eux. Les divergences politiques considérables, l'opposition déterminée du FDP et surtout les dégâts qu'une telle participation causerait à l'étranger sont des obstacles qui paraissent insurmontables. Par contre, un certain degré de coopération sinon une coalition en bonne et due forme au niveau local ou régional (Bavière !) ne paraît pas exclue pour toujours.

Puisque c'est à la CDU/CSU que la montée des Republikaner cause les pertes les plus graves c'est surtout elle qui doit inventer une stratégie en vue de protéger son électorat contre les tentations de l'extrême droite. Une représentation des Republikaner dans un conseil municipal, un Parlement régional ou, peut-être, au Bundestag entraîne presque inévitablement la perte de la majorité pour la CDU/CSU, avec ou sans le FDP. Elle doit donc faire un effort pour couper l'herbe sous le pied des Republikaner. Cet effort a eu pour résultat une orientation sensiblement plus à droite de la démocratie chrétienne. L'élimination de son secrétaire général, Heiner

Geißler, le représentant le plus en vue d'une ouverture du parti vers le centre gauche, en est le signe le plus visible.

Le succès des Republikaner à Berlin-Ouest comme celui du NDP à Francfort a eu pour conséquence la formation d'une coalition SPD-Verts. Il est possible que ce type de coalition gouvernementale se forme, en pareilles circonstances, dans d'autres parlements régionaux ou municipaux. De telles coalitions, si elles fonctionnent de manière satisfaisante, peuvent préparer l'opinion, encore assez hostile, à accepter plus facilement une coalition rouge-verte au niveau fédéral — à condition qu'il y ait une majorité électorale pour cette formule.

Mais c'est justement le problème crucial créé par le succès des Republikaner. Le résultat des élections européennes prouve qu'il n'y aura ni majorité pour le Gouvernement CDU/CSU et FDP (43,4 %), ni pour la coalition de gauche SPD et Verts (45,7 %), si les Republikaner ont plus de 5 %. Si les prochaines élections au Bundestag reproduisent à peu près ces résultats — mais il est impossible de donner un pronostic — la RFA aura un système de cinq partis. Les Republikaner étant hors du jeu, il n'y aura que deux majorités arithmétiquement possibles : ou bien une coalition SPD/FDP/Verts (qu'on appelle *Ampelkoalition*, faisant allusion au feu tricolore de signalisation), mais difficile à réaliser du point de vue politique ; ou bien la « grande coalition » entre la CDU/CSU et le SPD, formule que la RFA a déjà connue entre 1966 et 1969. Mais une telle coalition risque de renforcer les partis extrêmes, notamment les Republikaner. La grande coalition pourrait conjurer ce danger en introduisant le système électoral majoritaire qui ne mettrait pas seulement fin à l'épopée des Republikaner, mais bouleverserait tout le système politique. Cette réforme était déjà prévue dans les années 60 mais le SPD n'a finalement pas marché. Rien ne permet de croire qu'il a changé d'avis entre-temps.

Si les Republikaner échouent, comme le NDP en 1969, à la clause des 5 % il y aura ou bien une courte majorité pour le Gouvernement actuel ou bien une pour le SPD et les Verts. Les chances que l'extrême droite décline peut-être aussi rapidement que le NDP après 1969 sont les plus grandes quand la CDU/CSU est, comme à partir de 1969, dans l'opposition et fait un discours assez à droite, « national ». Mais même si les Republikaner se stabilisent à un niveau de 5 % à 7 % le fonctionnement de la démocratie allemande deviendra certes plus difficile, mais un retour à l'instabilité weimarienne n'est quand même pas à craindre.

BIBLIOGRAPHIE

La documentation de cet article est tirée de la presse allemande, notamment la *Frankfurter Allgemeine*, *Die Zeit*, *Der Spiegel*. Ces journaux publient aussi des analyses électorales et des sondages. Particulièrement importants : Manfred Berger / Wolfgang G. Gibowski / Dieter Roth, Ein Denkmittel für den Senat, in *Die Zeit*, 3 février 1989 ; Dieter Oberndörfer / Gerd Mielke, Die Mitte schrumpft, die Extreme

festigen sich, in *Frankfurter Allgemeine*, 23 mars 1989 ; Elisabeth Noelle-Neumann, *Eine gekränkte und isolierte Minderheit*, ebd. 11 septembre 1989 ; Dem Tod oder dem Triumph entgegen, in *Der Spiegel*, 22 mai 1989, p. 36 à 48.

Parmi les premières analyses il faut citer :

Konrad-Adenauer-Stiftung (hg.), *Die Republikaner*, Sankt Augustin, 20 juin 1989. Clauss Leggewie, *Die Republikaner. Phantombild der Neuen Rechten*, Berlin, Rotbuch Verlag, 1989.

L'ouvrage de base sur l'extrémisme de droite et de gauche :

Uwe Backes / Eckhard Jesse, *Politischer Extremismus in der Bundesrepublik Deutschland*, 3 Bd., Verlag Wissenschaft und Politik, Köln, 1989 (t. 1 contient un compte rendu critique et exhaustif de toute la littérature sur l'extrémisme ; t. 2 donne une analyse poussée ; t. 3 présente un choix de documents et des biographies des leaders les plus importants ; les Republikaner ne sont pas — encore — traités).